

respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale des États, la non-agression, une égalité absolue, la non-intervention dans les affaires intérieures de chacun, des droits égaux et des faveurs réciproques et la recherche d'une solution pacifique des problèmes qui peuvent surgir. Si toutes les politiques étrangères s'inspiraient de la nécessité fondamentale de protéger et de consolider la paix, si tous les gouvernements renonçaient aux agissements qui peuvent accroître le péril militaire, nous constaterions bientôt la création d'un climat plus propice et la naissance de conditions favorables à un règlement pacifique des questions les plus brûlantes de la scène internationale.

Si nous tenons vraiment à assurer une paix internationale durable, il faut admettre l'existence de pays capitalistes et de pays socialistes, et tenir compte de la conjoncture qui en découle.

Si nous essayons de modifier cette conjoncture par des pressions extérieures, de violer le *statu quo*, et d'imposer des modifications territoriales, nous courons au devant des pires catastrophes.

Nous admettons volontiers que ce n'est qu'au prix de grands efforts et d'une persévérance soutenue qu'on peut créer entre les nations une atmosphère de confiance mutuelle. Le Gouvernement soviétique voudrait avancer prudemment et résoudre un par un les grands problèmes internationaux qui ne peuvent (l'expérience l'a démontré) être résolus du jour au lendemain — surtout quand il s'agit de problèmes d'une extrême complexité, comme celui du désarmement.

Les dirigeants de l'URSS sont convaincus que leur pays, les États-Unis et la Grande-Bretagne devraient s'engager à ne pas faire usage d'armes atomiques ou à hydrogène, et à cesser immédiatement, dès le 1^{er} janvier 1958, tout essai nucléaire, ne fut-ce que pour une période initiale de deux ou trois ans. Cette formule contribuerait puissamment à dissiper les nuages de la scène internationale, et à établir entre les divers pays un climat de confiance réciproque.

La situation actuelle s'éclaircirait de manière appréciable si les grandes puissances renonçaient à constituer des réserves d'armes nucléaires en territoire étranger — y compris, bien entendu, le territoire canadien. Le Gouvernement soviétique propose aux États-Unis et à la Grande-Bretagne de renoncer immédiatement à la constitution de stocks nucléaires en Allemagne orientale comme en Allemagne occidentale. Si cet accord bilatéral se renforçait d'une entente aux termes de laquelle l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest s'engageraient à ne pas fabriquer d'armes nucléaires et à ne pas constituer de réserves sur leurs territoires respectifs, la Pologne et la Tchécoslovaquie renonceraient de leur côté à en fabriquer et à en stocker à l'intérieur de leurs frontières. On verrait alors une immense zone (peuplée de plus de 100 millions d'habitants) devenir une région "neutre", soustraite aux armements atomiques et formant un noyau pacifique au centre même du continent européen.

Il est indispensable d'adopter des mesures qui aboutiraient à un accord de non-agression entre les pays membres de l'OTAN et les signataires du Traité de Varsovie.

D'après le Gouvernement soviétique, si les grandes puissances désirent une détente dans le Proche et le Moyen-Orient, il faut que l'URSS, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne s'engagent à ne pas dévier du principe de non-intervention dans les affaires de cette région du monde, et qu'ils renoncent à l'usage de la force pour la solution des problèmes, qui peuvent s'y poser.

Les dirigeants soviétiques aimeraient voir abolir la propagande par voie de la presse et de la radio qui provoque des sentiments de méfiance et d'hostilité entre les nations.

Cet ensemble de mesures est systématiquement préconisé non seulement par l'URSS, mais encore par la république de Chine et par nombre de pays d'Europe, d'Asie et d'ailleurs; nous estimons qu'on amènerait ainsi la fin de la "guerre froide", premier pas sur la voie d'une réduction sérieuse des armées et des armements; de l'arrêt de la production d'armes atomiques et de la liquidation de leurs stocks; de l'abolition des bases militaires en territoires étrangers, et du retrait des forces armées du territoire des pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie; du remplacement des blocs militaires actuels par un système de sécurité collective eurasiatique.

Si nous songeons au succès qu'a remporté la conférence des Quatre Grands qui s'est tenue à Genève dans le courant de l'été 1955, nous pouvons espérer qu'une nouvelle réunion des dirigeants des pays socialistes et capitalistes serait assez fructueuse — à condition bien entendu que les divers représentants sachent évaluer la situation et s'efforcent en toute sincérité d'en arriver à un accord concret.

Puis-je souligner, monsieur le Premier Ministre, que le maintien de la paix et la détente internationale sont fonctions de l'attitude de toutes les nations intéressées, qu'elles soient petites ou grandes. Si un pays poursuit une politique étrangère pacifique et indépendante, il travaille dans l'intérêt de ses habitants et exerce une influence pacificatrice dans sa sphère d'action immédiate, et même sur l'échiquier international.

Nous sommes absolument persuadés que le Canada, grâce à la diversité de ses liens avec d'autres pays, pourrait contribuer à faire accepter les propositions du Gouvernement soviétique.